2026 : 65e commémoration du crime d'État commis en plein Paris le 17 octobre 1961

La guerre d'indépendance algérienne approchait de son issue victorieuse quand, le 17 octobre 1961, un massacre a été perpétré par la police française sur ordre du pouvoir à l'encontre des milliers d'Algériennes et d'Algériens qui manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre-feu raciste qui leur avait été imposé par le gouvernement de l'époque.
Ce crime d'État demeure trop souvent occulté et trop rarement enseigné.
La reconnaissance du massacre du 17 octobre 1961 comme crime d'État ne peut rester une question ignorée : elle est un acte politique et démocratique nécessaire. À l'approche de l'élection présidentielle de 2027, nous attendons de toutes celles et tous ceux qui prétendent exercer demain les plus hautes responsabilités qu'ils et elles prennent clairement position sur cet épisode sombre de la Vème République.
Il est plus important que jamais de regarder notre histoire en face. On ne peut prétendre être une République réellement égalitaire sans reconnaître les crimes commis en son nom, ni interroger les héritages qui continuent de peser sur le rapport aux populations issues de l'immigration post-coloniale.

Nous protestons

- Contre les odieuses déclarations de haine à l'encontre des Algérien·ne·s exprimées par des candidat·e·s à l'élection présidentielle de 2027, qu'elles viennent d'extrême droite ou d'ailleurs. Elles traduisent la résurgence des pires idées racistes des tenant·e·s de l'Algérie française et des extrémistes criminels de l'OAS que certain·e·s cherchent à réhabiliter.
- Contre l'augmentation systématique des entraves à la circulation des personnes entre l'Algérie et la France et l'aggravation des conditions de séjour des Algérien·ne·s, comme celles des autres étrangères et étrangers en France.

Mobilisons-nous pour faire aboutir les revendications du Collectif 17 octobre 1961 :

- **La reconnaissance du massacre du 17 octobre comme crime d'État.**
- Dans un souci de transparence sur notre histoire et de reconnaissance des faits, un accès libre aux archives de la guerre d'Algérie.
- Que la recherche sur ces questions historiques et mémorielles soit encouragée sans ingérence des pouvoirs politiques.
- Qu'afin de favoriser la transmission aux nouvelles générations, soit créé, en France, un musée national d'histoire du colonialisme et que soit équitablement enseigné cette période de notre histoire commune.

Nous appelons les citoyennes et les citoyens de ce pays et l'ensemble des organisations progressistes, politiques, syndicales et associatives à se joindre aux différentes initiatives prises ce 17 octobre 2026 à Thiais, à Paris et dans le reste de la France

THIAIS : Cimetière Parisien de Thiais. Départ collectif à 13h30 du métro Chevilly-Larue vers la division 97
PARIS : Manifestation à 16h30 du cinéma REX au pont Michel
Le traditionnel jeté de fleurs dans la Seine aura lieu à 18h30 au pont Saint-Michel

Signatures :

ACAFA (Association Choisyenne d'Amitié Franco-Algérienne) - ACCES - AFASPA - APCV (Agence de Promotion des Cultures et du Voyage) – Ape-egalite - Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (ACORT) - Association 17 octobre 1961 contre l'oubli - Association culturelle Les Oranges - Association Démocratique des Tunisiens en France (ADTF) - Association des Ami.e.s de Jean-Luc Einaudi - Association des Ami.e.s de Maurice Rajsfus - Association des anciens appelés en Algérie let leurs ami.e.s contre la guerre (4ACG) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association Josette et Maurice Audin - Association Les Amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs Compagnons - Association Nationale des Pieds Noirs Progressistes et Ami.e.s (ANPNPA) - Association pour la Mémoire, Contre l'Oubli - Au nom de la mémoire - Collectif de lutte antifasciste contre le racisme et l'antisémitisme (CLARA) - Collectif du 17 octobre 1961, banlieue nord-ouest - Collectif Faty KOUMBA - Collectif Sövkipeu - Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT) - Comité vérité et justice pour Charonne - Conseil Représentatif des Associations Noirs (CRAN) - Coordination nationale Pas sans Nous - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération nationale de la Libre Pensée - Femmes Plurielles - Fondation Frantz Fanon - Histoire coloniale et postcoloniale - Institut Mehdi Ben Barka - mémoire vivante - ITS (Institut Tribune Socialiste-Mémoire, Histoire, Archives, du PSU). - LDH (Ligue des droits de l'Homme/droits humains). - Le 93 au Cœur de la Republique - Le Maghreb Des Films - Les Amoureux au ban public - Mémorial 98 - Mouvement de la Paix - MRAP - Organisation de Solidarité Trans (OST) - réseau DICE - Réseau Féministe « Ruptures » - SOS Racisme - UJFP(Union Juive Française pour la Paix)

CGT - FSU - Snes-fsu - snpes.pjj.fsu - UNEF - Union Syndicale Solidaires

APRÉS - La France Insoumise (LFI) - NPA-L'Anticapitaliste - NPA Révolutionnaires - PCF - PEPS - Pour une Écologie Populaire et Sociale - Réseau coopératif de Gauche Alternative - UCL (Union communiste libertaire) - Verts Populaires

Beaucoup d'autres initiatives auront lieu ce jour là (ou autour), voir le site 17Octobre61.fr